

hebdomadaire

n° 3048 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,  
fondé pendant la guerre sous le titre de  
**RÉSISTANCE OUVRIÈRE.**

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

# FORCE Ouvrière

## BRUXELLES RÊVE DE METTRE LA SÉCU SUR LE MARCHÉ

*Un projet de directive émanant de la Commission européenne classe la Sécurité sociale dans les services susceptibles de faire l'objet d'un appel d'offres et d'un contrat de concession (lire en page 3).*

### AGIR événements

La négociation sur les  
régimes de retraite  
complémentaire AGIRC  
et ARRCO commencera  
le 22 novembre.

Lire page 2

La négociation  
interprofessionnelle sur les  
contrats de génération  
débouche sur un projet  
d'accord interprofessionnel.

Lire page 5

La volonté du  
gouvernement d'amplifier la  
décentralisation se traduit  
par un inquiétant «droit  
à l'expérimentation».

Lire page 6

La répression anti-  
syndicale n'est pas une  
pratique dont les dictatures  
auraient le monopole.

Lire page 7

UN ÉCHANGE NORMAL  
AVEC LE PRÉSIDENT  
DE LA RÉPUBLIQUE

Lire l'éditorial page 4

### DOSSIER en pages centrales

À l'initiative de la  
Fédération FO Com, des  
salariés de France Télécom  
ont parlé management avec  
le sociologue Vincent  
de Gaulejac.

### RESPIRER culture

Loto, PMU, paris sportifs et  
autre Loterie nationale ne  
datent pas d'hier et ont plus  
souvent ruiné qu'enrichi  
les joueurs.

Lire page 11

### MONTRER enquête

La forêt française n'est pas  
qu'un lieu de promenade.  
Plusieurs milliers de  
salariés y travaillent ou  
en vivent au rythme  
de la nature.

Lire pages 13 à 15



Photo FO Hebdo/G. Ducrot



PROTECTION  
SOCIALE

# Les retraites complémentaires bientôt en négociation

*Dégradation économique oblige, syndicats et patronat gestionnaires de l'ARRCO et de l'AGIRC vont ouvrir leurs discussions dès cet automne, le 22 novembre.*

Un rendez-vous entre syndicats et patronat gestionnaires des régimes de retraite complémentaire ARRCO (tous les salariés) et AGIRC (cadres) avant fin 2012 était prévu par l'accord du 18 mars 2011 sur les retraites complémentaires: les interlocuteurs sociaux se sont réunis le 12 octobre pour faire le point sur la situation financière des deux régimes. Les éléments de chiffrage fournis ont confirmé la dégradation des comptes. Une évolu-

tion due à l'évolution démographique et à la conjoncture économique morose – la hausse du chômage réduisant les ressources de l'AGIRC et de l'ARRCO, constituées par les cotisations sociales versées par les salariés et les employeurs.

## PAS DE CHÈQUE EN BLANC, DIT FO

Aussi, patronat et syndicats ont-ils décidé d'ouvrir des négociations à partir du 22 novembre sur des mesures destinées à assurer l'équilibre financier de l'ARRCO et de l'AGIRC. Le déficit cumulé des deux régimes atteint aujourd'hui environ 4,5 milliards d'euros, alors qu'ils étaient encore excédentaires en 2009. Quant aux réserves financières, elles seraient épuisées en 2017 pour l'AGIRC et en 2020 pour l'ARRCO. «Il ne me paraît pas opportun d'agiter les peurs, cela nous laisse le temps de négocier», tempore Philippe Pihet, Secrétaire confédéral FO chargé des retraites. «Il faudra toutefois réunir deux conditions: qu'il y ait une réelle volonté de l'em-

ployeur de continuer à gérer paritairement la retraite complémentaire des salariés du privé, et que toutes les options restent ouvertes, que ce soit des mesures sur les ressources ou sur les prestations.»

«Nous ne signerons pas de chèque en blanc», prévient-il cependant. Le patronat plaide pour l'adoption de «mesures conservatoires». Lors de la future négociation, FO demandera une augmentation de la cotisation. «Nous ne pourrions ignorer le «choc de compétitivité» qui devrait avoir lieu», explique Philippe Pihet. «Autrement dit, si le gouvernement fait cadeau de plusieurs milliards d'euros à l'employeur, celui-ci devra en restituer aux salariés, au travers de la cotisation.» Des documents chiffrés remis aux parties prenantes par les services techniques de l'ARRCO et de l'AGIRC évoquent différentes pistes. Parmi celles-ci: une moindre revalorisation, voire un gel des pensions en 2013, ou une augmentation des cotisations. Ces paramètres seront au centre de la future

négociation. Une négociation essentielle puisqu'elle concerne plus de dix-sept millions de salariés et 11,2 millions de retraités. Sans oublier que les

retraites complémentaires représentent de 30% à 55% du montant total des pensions versées aux retraités du secteur privé.



Le comité exécutif de l'Union confédérale des retraités FO (UCR FO) s'est réuni à Rennes (Ille-et-Vilaine) le jeudi 11 octobre pour faire le point sur les principales positions et revendications des retraités FO. Ils condamnent notamment la nouvelle taxe (0,15% en 2013 puis 0,3% en 2014) mise à la charge des retraités dans le cadre du projet de loi de financement pour la Sécurité sociale 2013, pour financer la dépendance. Ce choix du gouvernement «atteste de la volonté délibérée d'écarter un financement par la Sécurité sociale au profit d'un financement par l'impôt», indique l'UCR FO dans sa résolution, «Le combat pour la prise en charge de la perte d'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale continue».

## ESPAGNE EN GRÈVE GÉNÉRALE LE 14 NOVEMBRE

Les syndicats espagnols, CCOO et UGT, ont appelé, le 19 octobre, à une grève générale le 14 novembre dans le cadre de la journée d'action décidée par la Confédération européenne des syndicats contre les mesures d'austérité. Ils entendent protester contre la cure de rigueur sans précédent imposée par le gouvernement. «Les politiques de coupes budgétaires sont les responsables de l'asphyxie économique et du démantèlement de notre modèle social», accuse l'UGT.

## MANIFESTATIONS AU ROYAUME-UNI «NON AUX COUPES BUDGÉTAIRES»

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté le 20 octobre à Londres et dans d'autres villes britanniques, mais aussi à Glasgow (Écosse) et à Belfast (Irlande du Nord), autour d'un même mot d'ordre: «non aux coupes budgétaires». Début octobre, le gouvernement britannique a annoncé des coupes de 12 milliards d'euros dans les dépenses sociales, alors que le pays s'enfonce dans la récession. Après trois plans d'austérité consécutifs, «la barque est pleine», dénoncent les syndicats.

## GAIN DE CAUSE

# La grève des inspecteurs du permis de conduire n'aura pas lieu

Le SNICA FO, Syndicat national des inspecteurs cadres et administratifs, majoritaire à 72% chez les 1 500 inspecteurs du permis de conduire, avait déposé un préavis de «grève illimitée à partir du 22 octobre». Mais des discussions se sont menées entre-temps et la grève n'aura pas lieu. Le 19 octobre, Patrick Chopin, Secrétaire général du syndicat, écrivait à Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, et Delphine Batho, ministre de l'Écologie, pour leur indiquer la levée du préavis. C'est en effet un projet de transfert du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie vers le ministère de l'Intérieur qui était à l'origine du conflit, le SNICA voulant «des

engagements pour défendre l'organisation et la gestion nationale des examens et des corps».

## SATISFACTION ET VIGILANCE

Ces engagements ont été obtenus au terme des discussions menées avec FO par M. Didier Lallement, Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, cosignés ensuite par lui et par son homologue de l'Écologie. Les revendications ont avancé: gel du projet de transfert et maintien d'une gestion centralisée des agents et des examens. Par ailleurs, des garanties ont été apportées quant à l'évolution des régimes

indemnitaires et les inquiétudes sur les effectifs levées.

Considérés comme des fonctionnaires d'État prioritaires, les inspecteurs du permis de conduire n'ont jusqu'à présent pas eu à subir la règle de la Révision générale des politiques publiques. L'enjeu –il l'est aussi pour les usagers– est et reste de sauvegarder ce statut, transfert ou pas. Les chiffres sont éloquentes: selon Patrick Chopin, «un inspecteur en moins équivaut à 2 500 examens en moins par an», or chaque année 1,35 million de personnes tentent de passer le permis de conduire, avec un taux de réussite de 57%, et les délais d'attente pour passer l'examen peuvent aller jusqu'à six mois.



Éditorial de Jean-Claude Mailly

# UN ÉCHANGE NORMAL AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

On (dont les médias) a beaucoup glosé sur ce qu'est la «normalité» d'un président de la République. Risquons-nous à une approche.

Être «normal», cela peut aussi signifier être accessible, sans formalisme excessif.

Ainsi, après avoir demandé à être reçu pour évoquer plusieurs dossiers, j'ai effectivement été sollicité rapidement pour un tête-à-tête avec le président de la République.

Comme j'ai souvent eu l'occasion de le dire, on ne négocie pas avec le président de la République, on échange, on fait valoir nos points de vue et ensuite chacun dans son rôle prend et assume ses responsabilités.

Lors de notre récente rencontre, lundi dernier, j'ai aussi évoqué plusieurs dossiers:

- La situation européenne: le président connaissait notre position sur le TSCG. Je lui ai confirmé l'inquiétante et dangereuse dégradation de la situation, dégradation liée aux plans d'austérité et qui pose et posera des problèmes sociaux, économiques et démocratiques essentiels.
- Le service public et la décentralisation: j'ai particulièrement insisté sur les dangers qu'il y aurait à poursuivre la logique de la RGPP et à porter atteinte, avec la décentralisation, à l'unicité et à l'unité du territoire publicain.

Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, il serait inacceptable d'avoir un Code du travail adapté ou modulé selon les Régions, ou de remettre en cause l'existence des trois fonctions publiques actuelles. Sur ces deux points, le président de la

République s'est voulu rassurant, nous examinerons donc les textes avec vigilance.

- L'emploi: j'ai dénoncé ce que d'aucuns appellent un «choc de compétitivité», qui consisterait à transférer sur l'impôt des cotisations sociales, le tout pour alléger le coût du travail dans une logique de dumping.

Ce serait une erreur économique et sociale, remettant en cause les régimes de protection sociale et risquant de faire passer l'activité de la récession à la dépression.

Les partisans d'un tel «choc» se recrutent dans les milieux patronaux et libéraux (au sens économique), les mêmes qui sont, par exemple, partisans du grand marché européen déréglementé et dérégulé.

Les choses sont dites, les faits parleront et les revendications continueront.

## S O M M A I R E

### AGIR

#### Page 2

Protection sociale:  
Les retraites  
complémentaires bientôt en négociation.

#### Gain de cause:

La grève des inspecteurs du permis de conduire n'aura pas lieu.

#### Page 3

La Sécurité sociale dans le collimateur de la Commission européenne.

La CES appelle à faire du 14 novembre «une journée d'action et de solidarité».

#### Page 4

Un échange normal avec le président de la République,  
par Jean-Claude Mailly.

#### Page 5

Accord: Contrat de génération:  
syndicats et patronat fixent le cadre.

Trois questions à... Stéphane Lardy, Secrétaire confédéral chargé de l'emploi:  
«C'est bien la croissance qui crée l'emploi et non l'inverse».

#### Page 6

État ou Régions:  
Acte III de la décentralisation: FO affiche son hostilité.

Congrès: Dordogne: «Y écrire *Les Misérables* du XXI<sup>e</sup> siècle».

#### Page 7

Acharnement:  
La justice annule le licenciement d'une syndicaliste.

Discrimination:  
Création d'un observatoire de la répression antisyndicale.

#### Page 10

TPE - Les apprentis votent aux élections TPE.

### RESPIRER

#### Page 11

Rien ne va plus:  
La frénésie des jeux  
et des loteries.  
Parution > La rédaction vous signale.  
Voix de presse:  
L'alimentation tient salon en pleine cure d'austérité.

#### Page 12

Une sélection de livres.

Théâtre:  
*L'Enterrement (Festen... la suite)*:  
une histoire de violences.

### MONTRER

#### Pages 13 à 16

L'état de la forêt française.

### / DOSSIER

#### Pages 8 et 9

Colloque «pour un renouveau du management à France Télécom Orange»:  
«Travail, les raisons de la colère».

#### Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:  
Y. Veyrier (8460)  
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471  
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),  
F. Blanc (8466)  
Révision: M.-P. Hamon (8468)  
Contrat de travail: S. Fortin (8463)  
Emploi: C. Girard (8469)  
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)  
Services: C. Josselin (8476)  
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)  
International: E. Salamero (8459)  
Jamel Azzouz (8289)  
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)  
**Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.**  
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr  
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 4<sup>e</sup> trim. 2012  
Commission paritaire: 0911S05818



Gros plan sur...

TPE

LES ÉLECTIONS TPE

ÉLECTIONS DANS LES TRÈS PETITES ENTREPRISES

## APPRENTISSAGE : QUELQUES CHIFFRES ET DONNÉES

On compte aujourd'hui environ 430 000 apprentis (secteur agricole inclus) en CFA (Centres de formation des apprentis). Si les entreprises qui embauchent des apprentis ne sont pas seulement des TPE (Très petites entreprises), elles sont en proportion importante dans certains secteurs. Ainsi l'artisanat recourt à plus de 260 000 apprentis par an, le BTP à plus de 100 000, l'hôtellerie-restauration à près de 40 000, le commerce à environ 10 000.

Pour devenir apprenti, il faut avoir entre 16 et 25 ans. Mais l'apprenti ayant le statut de salarié dans l'entreprise où il travaille durant sa formation, il doit passer une visite médicale d'aptitude au métier concerné lors de son embauche.

La formation s'exerce en alternance entre le CFA, qui délivre une formation générale, technique et pratique, et l'entreprise, sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage.

La première démarche, souvent une première difficulté selon le secteur choisi, consiste donc à trouver une entreprise d'accueil qui soit proche du lieu de domicile et du CFA, afin d'éviter des coûts prohibitifs pour l'apprenti (logement, transports).

La formation conduit à trois types de diplômes : ceux de l'enseignement secondaire tels que le CAP (certificat d'aptitude professionnelle - 180 000 jeunes) ou le baccalauréat professionnel (68 000 jeunes); les diplômes de l'enseignement supérieur tels que le BTS (brevet de technicien supérieur - 54 000 jeunes) ou le DUT (diplôme universitaire de technologie - 13 000 jeunes), ou encore des diplômes d'ingénieur (14 000 jeunes) ou d'écoles supérieures de commerce; un titre à finalité professionnelle, enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

L'apprentissage est souvent considéré comme une bonne porte d'entrée des jeunes dans l'emploi. Le taux d'emploi des jeunes sortant de CAP et BEP est de près de 59%, de 75% pour les bac pro et équivalents, et de près de 80% pour les BTS, DUT et ingénieurs.

Pour tout contact et quel que soit votre secteur d'activité :  
<http://www.info-tpe.fr>



# Les apprentis votent aux élections TPE



FO Hebdo/G. Ducrot

## Un(e) apprenti(e) peut voter?

Oui. Un apprenti dont le contrat d'apprentissage était en cours au mois de décembre 2011 peut voter, quelle que soit sa situation en 2012. Il suffit d'avoir 16 ans révolus le 28 novembre 2012.

## Le contrat d'apprentissage est-il un contrat de travail comme un autre?

L'apprenti est lié à son employeur par un contrat de travail. En qualité de travailleur, il jouit des dispositions applicables à l'ensemble des salariés dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions spécifiques relatives au contrat d'apprentissage.

## Quelle est la particularité du contrat d'apprentissage?

En signant son contrat, l'apprenti s'engage non seulement à fournir une activité au profit de son employeur, mais également à suivre la formation qui est l'objet du contrat. Cela emporte, par exemple, l'obligation pour l'apprenti de se présenter aux épreuves du diplôme ou du titre prévu par le contrat d'apprentissage. Par ailleurs, le travail demandé par l'employeur doit être en relation directe avec la formation professionnelle prévue au contrat.

## L'apprenti est-il considéré comme un étudiant?

L'apprenti bénéficie de la «carte d'étudiant des métiers», qui lui permet d'accéder à des réductions tarifaires identiques à celles dont bénéficient les étudiants de l'enseignement supérieur. Cette carte est remise par le centre qui assure sa formation dans les trente jours qui suivent son inscription au centre.

## De quelle protection sociale dispose l'apprenti?

L'apprenti dispose de la même couverture sociale que l'ensemble des salariés de l'entreprise.

## Le contrat d'apprentissage prévoit-il une période d'essai?

Le contrat d'apprentissage peut être rompu par chacune des parties dans les deux premiers mois de l'apprentissage. Passé ce délai, un commun accord est nécessaire ou, dans certaines conditions, le contrat peut être résilié par le juge à la demande d'une des parties.

## L'apprenti est-il aux trente-cinq heures?

L'apprenti est soumis à la durée légale du travail et à l'horaire collectif applicable dans l'entreprise. Sont comptés comme du temps de travail le temps passé en entreprise comme celui passé dans le centre de formation. Les heures de travail exécutées en dehors de la durée collective de travail doivent être considérées comme telles.

## Existe-t-il une rémunération minimale pour les apprentis?

L'apprenti perçoit un salaire déterminé en pourcentage du salaire minimum de croissance. Le niveau de formation et la durée du contrat peuvent influencer sur ce taux. En outre, des dispositions conventionnelles ou contractuelles ne peuvent y déroger que dans un sens plus favorable à l'apprenti. Les sommes minimales dues sont les suivantes:

ancienneté dans le contrat	16-17 ans	18-20 ans	21 ans et plus
Première année	25%	41%	53%
Deuxième année	37%	49%	61%
Troisième année	53%	65%	78%

## Les avantages en nature peuvent-ils être déduits?

La rémunération de l'apprenti peut être amputée de la valeur de ces avantages selon des conditions particulières. En toute hypothèse, ces déductions ne peuvent excéder, chaque mois, un montant égal aux trois quarts du salaire.

## Les sommes perçues sont-elles imposables sur l'impôt sur le revenu?

Les salaires perçus par l'apprenti sont exonérés de l'impôt sur le revenu dans la limite du montant annuel du SMIC. Cela est valable tant pour l'apprenti personnellement que pour le contribuable qui en a la charge.

## L'apprenti peut-il prétendre au droit à l'allocation chômage?

À la rupture du contrat d'apprentissage, après quatre mois ou plus d'activité, l'apprenti peut s'inscrire en qualité de demandeur d'emploi et prétendre à l'allocation d'assurance-chômage. Toutefois, en cas de départ volontaire, une décision favorable de la commission paritaire de Pôle emploi est nécessaire.

## L'obtention du diplôme ou du titre visé par le contrat d'apprentissage met-elle fin au contrat?

Dans cette hypothèse, l'apprenti peut mettre fin au contrat, à condition d'en informer par écrit l'employeur et de respecter un délai de deux mois.